


“LA QUESTION du refinancement EST INÉVITABLE !”

 **Maxime Michiels, le nouveau président de la Fédération des étudiants francophones, dresse un état alarmant de l'enseignement supérieur.**

L'un de vos chevaux de bataille est le sous-financement de l'enseignement supérieur. Pouvez-vous nous dresser un bilan de la situation actuelle ?

“On fonctionne toujours avec des moyens qui correspondent à 136 000 étudiants alors qu'il y en a 210 000. Il pleut dans nos auditoriums. On voit de plus en plus de profs qui envoient des mails à leurs étudiants pour leur dire de ne pas venir en cours parce que les classes de travaux pratiques sont prévues pour 30 élèves et qu'ils sont 60. Le prof demande donc à la moitié des élèves de ne pas venir et ne peut pas doubler son cours puisqu'il n'est pas payé le double. Voilà le genre de situation dans lequel on se retrouve aujourd'hui. Et le politique se lave les mains de cette situation et plaide l'institutionnel pour se dédouaner. Mais derrière ça, on a des gens qui doivent se débrouiller avec cette situation qui est inacceptable ! C'est pour ça que ça me faisait doucement rigoler quand Marcourt, au moment où on a encouragé les étudiants à faire grève et à manifester avec les élèves pour le climat, a dit qu'il ne fallait pas que ces manifestations pénalisent les plus faibles et influencent leurs résultats. En fait, il y a 60% d'échec en bac+1 à l'université. Si Marcourt voulait vraiment diminuer ce taux d'échec, c'était avant qu'il fallait commencer ! Le problème, c'est qu'on a des auditoriums de 300 élèves. On est quand même dans le système scolaire le plus inégalitaire de l'OCDE. Le lien de cause à effet est juste logique : on a un système scolaire merdique et, une fois arrivé à l'université, il n'y a aucun interve-

nant pour résoudre ces problèmes. Les professeurs n'ont pas la moindre idée de qui sont leurs élèves, ils n'ont même pas le temps de leur dire bonjour et de leur demander leur prénom.”

Selon vous, le nombre d'étudiants dans les classes est la raison du taux d'échec élevé en Fédération Wallonie-Bruxelles ?

“Le taux d'encadrement est la clé vers la réussite et la plupart des systèmes les plus performants au monde, non seulement en termes d'égalité mais aussi de résultats, quand on regarde par exemple les enquêtes Pisa, le montrent. On peut faire toutes les critiques qu'on veut par rapport à ça, il n'empêche que ces tests sont le reflet d'une certaine réalité et que les pays qui obtiennent les meilleurs résultats sont ceux qui investissent le plus. On peut faire des liens de cause à effet direct entre les investissements et les résultats des élèves.”

Où se situe la Belgique en termes d'investissements ?

“En Finlande, on ne trouve pas de classes où il y a 30 élèves pour un professeur. Ça n'existe pas. Ils sont 2 profs pour 2 élèves dans une classe. Ils sont vraiment dans ce type de situation et ils n'ont pas un élargissement du nombre d'options qui fait que l'offre dilue les moyens. Dans le supérieur, on est très en retard au niveau du financement. L'Union européenne recommande d'investir 2% du PIB dans l'enseignement supérieur. En Belgique, le budget est de 1,3 milliard et le PIB de la Belgique, c'est 468 milliards. On est à

0,27%. Il n'y a pas photo quand on sait que la Finlande s'approche des 2%.”

Interview > Maïll Bernaerts

“C'est la crise des subprimes version mémoire”

BRUXELLES “La question des moyens se pose directement. On se retrouve avec des facultés de psychologie où il n'y a pas assez de promoteurs pour faire tous les mémoires. C'est un problème qui n'a pas l'air grave. Mais ça veut dire qu'on dit à des élèves qu'ils ne vont pas pouvoir faire leur mémoire. Donc, s'il y a une capacité de 400, l'année suivante, ça fait le double qui n'a pas de promoteur, et après il y a le triple, le quadruple et on se retrouve avec une bulle. C'est les subprimes version mémoire. On se retrouve dans des situations d'une grande absurdité. Tout le monde voit le mur. Donc la question du financement est inévitable. Par contre, sur la question du comment, tout le monde s'écharpe parce qu'il faut aller modifier une loi spéciale. Donc, c'est une majorité des deux tiers dans les deux chambres linguistiques, et donc il faut demander aux Flamands d'augmenter la dotation du fédéral. Autant dire que ce n'est pas gagné ! Si on veut les deux tiers, il faut que la N-VA et le Belang votent pour. C'est pas tout à fait leur mood du moment.”

Ma. Be.